

pérance de réussir, le gouvernement d'alors haussa les droits douaniers contre les Etats-Unis. Je ne veux que répéter, en passant, ce qu'a dit à cette occasion M. Dunning, le ministre des Finances dans le gouvernement King. Voici la déclaration qu'il fit en terminant son discours du budget au Parlement :

C'est au sein de la communauté des nations britanniques que se trouvent les occasions les plus favorables au développement réciproque de commerce, à cause de notre héritage commun, de nos institutions congénères et de notre patriotisme à tous.

Nous devons croire que, lorsque M. Dunning prononçait ces remarques, il ne faisait qu'exprimer la pensée de son chef, M. King.

Après l'adoption de ce budget, le premier ministre d'alors, M. King, lança, sous sa signature, une proclamation qui fut publiée dans les journaux durant la campagne électorale. En voici la teneur :

Nous avons fait savoir clairement à nos voisins des Etats-Unis que, tout en étant désireux de traiter en tout temps avec eux sur une base de franchise et d'égalité, nous avons maintenant atteint le point où nous considérons qu'il est de notre intérêt de transférer une partie très considérable de nos achats des Etats-Unis, nation qui apparemment ne tient pas à faire des affaires avec nous à termes égaux, à nos parents et amis en Grande-Bretagne qui nous ont placés à un niveau d'égalité absolue avec les producteurs anglais sur le marché britannique.

M. King signifiait par là aux Etats-Unis qu'il s'efforceraient de leur faire perdre ce commerce, parce que ce pays refusait de négocier avec lui d'une manière équitable.

L'honorable M. FORKE : N'était-ce pas bien ?

L'honorable M. TANNER : Alors notre honorable ami, le chef de l'Opposition en cette Chambre (l'honorable M. Dandurand), dans l'une de ses intéressantes radiodiffusions, le 24 juillet 1930, et rapportée dans les journaux du 25, fit la promesse suivante au Canada :

Notre réponse au dur traitement que les Etats-Unis nous font subir par la hausse de leur tarif est de donner à la Grande-Bretagne une valeur de deux cents millions de dollars d'affaires. En septembre nous offrirons à Londres ce présent.

L'honorable M. CASGRAIN : N'avions-nous pas raison ?

L'honorable M. TANNER : J'ai cité ces faits pour démontrer à cette Chambre l'attitude de ces honorables sénateurs lors de l'élection de 1930. Ils étaient les ardents défenseurs des préférences impériales, et, sans contredit, ils étaient absolument orthodoxes. Il n'y avait qu'une place où conclure des affaires, M. Dunning le dit, M. King l'affirma, et mon honorable ami de la gauche (l'honorable M. Dandurand) le proclama : "A nous l'Empire. C'est là que nous édifierons notre commerce."

L'honorable M. DANDURAND : Nous traitons avec ceux qui désirent traiter avec nous.

L'honorable M. TANNER : Ils n'ont aucun doute dans leur esprit, et ils traversent les mers porteurs d'un don de \$200,000,000 qu'ils déposent aux pieds de Ramsay MacDonald et de M. Snowden, et ils reviennent avec une cargaison de préférences. Imaginez-les donc se présentant devant M. MacDonald et devant M. Snowden, et s'écriant : "Nous vous faisons des cadeaux depuis 1897. Voici notre plus neuf, un commerce d'une valeur de \$200,000,000 que nous allons arracher aux Etats-Unis pour vous le livrer. Votre devoir est de faire quelque chose pour nous". Les voyez-vous demander à M. Snowden, le chancelier de l'Echiquier, de leur accorder une préférence ! Autant lui demander de déplacer la Tamise, de Londres à Ottawa. Celui-là aurait besoin d'être imbu d'un optimisme aussi grand que la tour du Parlement qui s'attendrait de revenir avec quelque avantage réciproque. Ces honorables messieurs de la mère patrie diraient "Oui, vos dons sont magnifiques, mais nous sommes attachés au libre-échange, et ne pouvons vous accorder de préférences."

Cette politique du Gouvernement fut soumise aux électeurs canadiens en 1930, et ils décidèrent que les principes de Bennett étaient préférables. M. Bennett devint premier ministre du Canada et, en 1930, traversa à Londres où il se rencontra avec les premiers ministres des autres Dominions. Qu'était devenue l'attitude de ces fervents apôtres des préférences impériales ? Se sont-ils montrés bien enthousiastes de voir le gouvernement Bennett rapporter des préférences ? Ils annoncèrent d'avance à M. Bennett qu'il échouerait et, à son retour, ils lui apprirent que sa visite avait été un fiasco gigantesque et une tragédie. En vérité, le chef du parti libéral a, depuis lors, passé son temps à prononcer des appréciations de ce genre sur l'attitude du gouvernement et sur les événements de Londres en 1930. J'aimerais qu'un honorable membre de cette Chambre me mentionnât un changement, soit économique, soit fiscal, soit gouvernemental, d'une plus grande importance que celui qui s'est produit en Angleterre, entre l'automne 1930 et celui de 1932. Le gouvernement britannique, tel que constitué en 1930, était sans contredit opposé d'une façon absolue à tout ce qui avait trait aux préférences entre la mère patrie et les dominions. Ses membres étaient des libre-échangistes de par leur religion et leurs principes. On pourrait affirmer que l'attitude prise par M. Bennett et les autres premiers ministres à Londres, en 1930, n'a rien influencé ; mais qu'on me permette de dire que leurs opinions eurent une grande por-